

Gilbert Rist répond aux contradicteurs de la décroissance !

Que l'idéologie du « développement » n'ait pas tenu ses promesses est devenu un truisme. Seuls celles et ceux qui ont renoncé à lire les journaux ou à ouvrir leur poste de télévision peuvent ignorer qu'après cinquante ans d'efforts entrepris au nom du développement les inégalités sociales entre ceux qui s'enrichissent et ceux qui s'appauvrissent se sont aggravées, que des centaines de millions de gens n'ont pas accès à la terre, à l'eau potable ou aux soins élémentaires, que les forêts disparaissent, que les ressources halieutiques¹ s'épuisent et que le réchauffement climatique prend des dimensions catastrophiques.

On pourrait donc croire la cause entendue : une telle succession de désastres devrait inciter à changer de stratégie et à sortir au plus vite du « développement » qui ne cesse de produire des résultats contraires à ceux qu'il promet. Pourtant il n'en est rien. Depuis que divers auteurs ont dénoncé cette imposture et suggéré que l'on prépare sérieusement l' « après-développement », la controverse sur le développement a repris de plus belle. Or celle-ci n'oppose pas les tenants de la critique aux gardiens de l'idéologie officielle - les bureaucrates de la Banque mondiale ou des ministères de la coopération. Forts des certitudes que procure la science économique, ceux-ci sont convaincus que la croissance se chargera de mettre fin à la pauvreté. Non, la querelle divise ceux-là mêmes qui, depuis longtemps, semblaient unis pour condamner les échecs du développement.

Une question de définition.

Le « front du refus » n'est certes pas homogène, mais il est assez large et comprend de nombreux auteurs répartis aussi bien en Europe, qu'en Asie, en Amérique latine et, dans une moindre mesure, en Afrique [1]. Bien que de perspectives différentes, ils se retrouvent tous derrière cette affirmation simple : on ne peut qualifier de « développement » que le développement réellement existant. Selon eux, les innombrables tentatives, entreprises depuis plus de cinq décennies, pour réhabiliter le développement ont échoué. Elles reposaient sur une funeste confusion entre la croyance dans le développement (censé être positif, souhaitable et nécessaire) et ses manifestations concrètes, c'est-à-dire la transformation de la nature et des relations sociales en marchandises pour alimenter une croissance infinie de biens et de services destinés à la demande solvable. De même que, dans l'ancien Empire soviétique, l'idéologie socialiste servait de paravent aux pénuries chroniques, aux privilèges de la nomenklatura et aux dégâts écologiques (le socialisme réel), l'invocation du développement ne fait que renforcer les inégalités sociales, appauvrir les plus démunis et mettre en danger l'environnement. D'où l'appel à « sortir du développement » et à promouvoir la décroissance.

Bien entendu, cette radicale remise en cause du développement et de la croissance économique rencontra des résistances : on ne se déprend pas si facilement d'une croyance ancrée dans l'imaginaire occidental et largement partagée par les élites auto-proclamées des pays du Sud ! D'où l'apparition quasi simultanée - dans le milieu des Nations unies - du développement « humain », « durable » ou « social ». Autant d'expressions contradictoires qui reviennent à avouer que, si on ne le requalifie pas, le développement est généralement inhumain, dangereux pour l'environnement et anti-social. Ces jeux rhétoriques ont néanmoins rencontré un vif succès auprès des entreprises transnationales et des administrations publiques. Celles-ci se sont rapidement

1 Qui a rapport à la pêche, au patrimoine d'espèces marines.

approprié ces étiquettes pour conférer à leurs pratiques une respectabilité nouvelle, sans pourtant les modifier. Cela leur permet aussi de s'engager, à la suite du Rapport Brundtland, dans « une nouvelle ère de croissance économique ». Revêtu de nouveaux habits, le développement peut ainsi reprendre son cours et renouveler ses promesses illusoires. Cela dit, la nostalgie du développement ne concerne pas que les institutions internationales ou les acteurs économiques dominants ; elle touche aussi les partisans du « développement alternatif ». Ceux-ci forment un ensemble flou composé de tiers-mondistes, d'ONG engagées dans la coopération et d'une partie importante de la mouvance altermondialiste. S'ils critiquent les stratégies dominantes, ils ne veulent toutefois pas abandonner l'utopie du développement, à condition qu'il soit participatif, endogène, assumé par la société civile, respectueux de l'environnement et orienté vers la satisfaction des besoins fondamentaux. Ces principes sont évidemment respectables. Le seul problème est que la plupart d'entre eux ont été proposés voici plus de trente ans, que d'innombrables expériences ont tenté de les mettre en œuvre, et que, finalement, rien - ou presque - n'a changé. Même lorsqu'il se proclame alternatif, le développement reste le développement ! Un attachement aussi passionné pour un mot, ou une idée, et un aveuglement aussi total pour ses conséquences relèvent sans doute d'une forme de fondamentalisme religieux.

Les frères ennemis.

Quels sont les termes du débat entre les « fidèles du développement alternatif » et ceux qui le refusent ? Le premier grief qui est fait aux partisans de l' « après-développement » est « d'essentialiser le développement » [2] ou de confondre le développement avec la vision évolutionniste qu'en avait Rostow [3], autrement dit de méconnaître qu'au fil du temps les stratégies ont considérablement évolué. Ce qui est parfaitement exact. Il reste néanmoins que le résultat global, lui, n'a guère varié ! Malgré d'incessantes innovations théoriques, l'écart entre les riches et les pauvres n'a cessé de croître et l'état de la planète de se détériorer. Pourquoi ? Parce que les changements de discours n'entraînent pas nécessairement une transformation des pratiques. Souvent, on propose un emballage pour conserver le même contenu [4]. Que l'on privilégie tantôt la gouvernance, tantôt la pauvreté, tantôt le commerce international ne doit pas faire illusion : c'est toujours la même logique qui est à l'œuvre. Les « recettes de développement » imposées par les institutions financières internationales (I.F.I.) sont toujours les mêmes. Au nom des grands équilibres, le marché a toujours le dernier mot.

Deuxième critique, le courant de l'après-développement ne proposerait rien de constructif. Plus grave encore, il se réfugierait, au nom du relativisme culturel, dans une posture romantique idéalisant les traditions même lorsqu'elles sont contraires aux droits humains. Le premier argument témoigne de la volonté d'aborder les problèmes de manière normative, caractéristique des tenants du développement alternatif. Selon eux, il faudrait définir le développement tel qu'il devrait être, plutôt que tel qu'il est. Mais qui sommes-nous pour définir de manière universelle ce que devrait être la « bonne société » ? Refuser de le faire, c'est refuser de parler au nom des autres, c'est aussi renoncer à l'arrogance ethnocentrique qui a confondu le développement avec l'occidentalisation du monde [5]. Quant au « romantisme » ou au « néo-populisme », que l'on retrouve parfois chez certains auteurs liés à l'après-développement, il se présente sous la forme d'histoires de sociétés qui se situent - délibérément ou malgré elles - en dehors du grand mouvement de modernisation. Pour des esprits formatés par le développement, ces sociétés sont inclassables. Pourtant, celles-ci parviennent à un certain bien-être sans recourir aux techniques de pointe. Pourquoi faudrait-il s'abstenir de faire connaître aussi ce genre de situation ? Certes, ces

sociétés ne sont ni nécessairement harmonieuses, ni parfaites au regard des normes juridiques internationales. Elles ignorent souvent la démocratie représentative, méconnaissent l'égalité des sexes et font travailler les enfants [6]. Personne n'en disconvient. Mais si l'application des droits humains doit être le seul critère pour juger de l'ordre social, comment qualifier notre société qui, à bien plus grande échelle que les Aztèques d'autrefois, sacrifie des millions d'individus pour assurer sa reproduction économique et sociale ? Multiplier les « exclus » (et détruire la nature), dans une indifférence quasi générale, serait-il moins grave que d'interdire aux femmes de sortir « en cheveux » (comme nos grands-mères) ou que d'obliger les garçons à garder les chèvres ?

Enfin, ceux qui refusent le développement se tromperaient d'adversaire, accusant le développement au lieu de dénoncer le capitalisme ! Leur principale erreur serait de ne pas penser le politique et le social comme des enjeux entre les classes sociales et de ne pas avoir retenu les leçons de Marx. A côté de l'économisme, c'est-à-dire la naturalisation de la pensée libérale économique, il y aurait place pour une autre économie, hétérodoxe, au service de l'homme et non du profit. L'argument, malgré son intérêt et sa vigueur, est d'abord injuste. La plupart des tenants de l'après-développement, ont été des lecteurs assidus non seulement de Marx, mais aussi des économistes hétérodoxes tels Samir Amin ou André Gunder Frank. L'argument est ensuite faible car il cherche, dans un premier temps, à rompre le lien entre croissance et développement (le développement serait différent de la croissance, puisqu'il peut y avoir croissance sans développement), tout en réaffirmant ensuite qu'il n'y a pas de développement sans croissance (à condition qu'il ne s'agisse pas de la croissance selon l'économie de marché !). Pour s'opposer au « mauvais développement » (tel qu'il existe), on promet un « bon développement » (tel qu'on le souhaite) et pour mettre fin à la croissance (capitaliste et marchande), on imagine une autre croissance (socialiste ou qualitative). Il faut espérer que les statisticiens, chargés de calculer les taux de croissance, sauront faire la différence ! Dans ce débat de plus en plus idéologique, on semble oublier que les théoriciens de l'école de la dépendance, d'inspiration marxiste, critiquaient d'abord les mécanismes qui empêchaient le tiers monde de... se « développer ». Mais ils n'avaient pas de projet « alternatif » remettant en cause la croissance, l'industrialisation ou l'exploitation des ressources naturelles. Marx est le dernier économiste classique (fondant la valeur sur le travail) et, pour lui comme pour les autres, le « développement des forces productives » était la clé du progrès, au moins jusqu'au jour où chacun aurait satisfait ses besoins. Dans le contexte français, la querelle tourne autour de la notion de décroissance proposée par ceux qui veulent sortir du développement et récusée par les partisans du « développement alternatif » [7].

Une science obsolète.

Si certains admettent que la décroissance est une mauvaise étiquette, choisie d'abord pour donner à réfléchir, il n'empêche que poser le problème ainsi renvoie nécessairement à l'imaginaire économique (libéral ou marxiste). Par un effet de miroir, chacun ne voit en l'autre que son double inversé. Du coup, les économistes alternatifs montent au créneau : le mot d'ordre de décroissance serait irresponsable puisque l'économie des pays du Sud doit nécessairement croître pour satisfaire les besoins fondamentaux [8]. De plus, si l'on peut admettre, au Nord, une « décélération de la croissance », il ne s'agirait là que d'une première étape afin de découpler la croissance économique (capitaliste, tournée vers le profit) du « développement qualitatif ». Encore et toujours, on parle de croissance. Chacun sait que celle-ci est calculée, dans la comptabilisation nationale, à partir de chiffres qui n'ont aucun sens puisque l'on ajoute des

valeurs « positives » (la production de pommes de terre) à des valeurs « négatives » (le coût des ressources non renouvelables consommées ou de la dépollution). Ces inconséquences sont suffisamment connues. Mais alors, pourquoi enliser le débat dans l'idéologie économique, continuer à parler de « besoins » (fondamentaux ou non) ou relancer le vieux débat entre valeur d'usage et valeur d'échange ? La critique de l'économisme demande la remise en cause des présupposés communs aux diverses théories qui se réclament de la science économique constituée à partir de la fin du XVIII^e siècle. Bien entendu l'économie - au sens premier de production et de répartition des ressources - a toujours existé. Le problème a surgi au moment où l'on a cherché à rendre compte de son fonctionnement. Tout d'abord, il a fallu trouver un point d'origine (la rareté, confondue avec la finitude, et les besoins), à partir duquel on puisse penser la production et l'échange, censés conduire, à travers la croissance, à l'abondance. Au cœur du système, on a placé ensuite la rationalité de l'agent économique, rapidement confondue avec son intérêt, pour expliquer la concurrence et aboutir à la création des marchés où les prix sont censés être fixés par la rencontre de deux variables indépendantes : l'offre et la demande. Ces enchaînements fondent le discours économique, classique ou hétérodoxe. Cette construction reflétait peut-être les phénomènes que les premiers économistes avaient sous les yeux (les débuts du capitalisme européen), mais elle relève d'une méconnaissance totale de l'anthropologie et de l'histoire [9]. La théorie économique standard, constituée à partir d'un « cas spécial », ne permet pas d'expliquer ce qui se passe en dehors de l'aire occidentale [10]. Parce que les rapports sociaux - sur lesquels les tenants du développement alternatif insistent tant, tout en les réduisant à la lutte des classes - ne sont pas partout les mêmes, les formes économiques diffèrent. Si le marché n'est jamais absent, il « cohabite » avec la réciprocité (l'économie du don), la redistribution, l'économie du prestige et l'auto-production [11]. Or, au lieu de considérer la pluralité des pratiques sociales, c'est-à-dire les manières concrètes dont les hommes et les femmes produisent et échangent, les économistes s'enferment dans les présupposés de leur discipline. On pourrait attendre d'une « science » qu'elle décrive la réalité. Il faut bien constater qu'à l'inverse les économistes cherchent à conformer le monde à leur dogme [12].

Le second problème tient au fait que la « science » économique est née avant la découverte des lois de la thermodynamique, c'est-à-dire du caractère entropique de toute production matérielle. C'est pourquoi elle raisonne toujours à partir de métaphores mécanistes (flux financiers, force de marché, équilibre général, balance des paiements, etc.) propres à la physique du XIX^e siècle. Pendant longtemps, les ressources naturelles passaient pour gratuites puisqu'on les croyait illimitées, mais les nouvelles préoccupations écologiques ont tempéré ce simplisme. Reste que le « développement durable » est toujours en quête d'une croissance « qualitative » liées aux gains de productivité. Quitte à fâcher les économistes, il faut affirmer clairement que leur « science » est obsolète. Non seulement elle méconnaît les réalités sociales multiples, mais elle ne tient aucun compte de la différence entre ressources renouvelables et non renouvelables et s'interdit ainsi de comprendre les phénomènes économiques sur la longue durée [13]. La variante capitaliste (ou néo-libérale) de l'économie a sans doute exacerbé ces défauts, mais il ne faut pas se leurrer : l'incapacité de l'économie à comprendre le monde tient plus à ses présupposés qu'aux manières dont on la met en pratique.

Malgré les efforts - souvent sincères - entrepris pour que le développement soit « centré sur l'épanouissement humain », rien de tel ne s'est produit. Le développement est toujours pensé à l'intérieur des catégories qui empêchent d'atteindre le but recherché. Toute l'anthropologie économique montre que l'organisation des sociétés « autres » ne respecte pas les « lois » de

l'économie et toutes les initiatives prises pour promouvoir une « économie solidaire » [14] sont généralement construites en dehors de ces mêmes « lois ». Ne faudrait-il pas en tirer les leçons ? Sortir du développement signifie donc abandonner un paradigme qui semble avoir perdu son pouvoir explicatif. Les effets dévastateurs de l'économie dominante devraient sonner l'alarme et inciter à comprendre la pluralité des formes possibles d'économie, dans un véritable dialogue entre l'économie, l'anthropologie, l'histoire et l'écologie. On en est donc encore loin, mais la tâche me paraît plus stimulante que la poursuite, depuis bientôt quarante ans, d'un possible « autre développement ». On peut toujours imaginer Sisyphe heureux, mais peut-être serait-il plus heureux encore s'il pouvait s'adonner à des activités moins répétitives.

Pour en savoir plus :

- J. Nederveen Pieterse, *My Paradigm or Yours ? Alternative Development, Post-Development, Reflexive Development*, institute of Social Studies, Working Paper Series, n°229, 1996.
- S. Latouche, *Survivre au développement*, Mille et une nuits, Unesco, Paris, 2004.
- G. Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris, 2001 [1996].
- La Ligne d'Horizon : Défaire le développement, refaire le monde, Parangon, L'Aventurine, Paris, 2003.
- Le site www.apres-développement.org présente les thèses, les auteurs et l'actualité de ce débat.

Article de Gilbert Rist paru dans *Courrier de la planète* n°74, automne 2005. Gilbert Rist est Professeur, Docteur ès sciences politiques, études internationales.

[1] Partant, Latouche, Sachs, Norberg-Hodge, Marglin, Apfel-Marglin, Seabrook, Illich, Esteva, Escobar, Nandy, Perrot, Kothari, Shiva, Alvares, Rahnema, N'diome... et l'auteur de ces lignes ! De nombreux textes ont été regroupés par M. Rahnema et V. Bawtree dans *The Post-Development Reader*, Zed Books, 1997. Cf. aussi : *The Violence of Development, Development*, Vol.47, n°1, mars 2004.

[2] J. Nederveen Pieterse, *My Paradigm or Yours ? Alternative Development, Post-Development, Reflexive Development*, institute of Social Studies, Working Paper Series, n°229, 1996.

[3] S. Treillet, *Le refus du développement : réflexions sur la logique d'un courant de pensée*. Séminaire Matisse, Université Paris I, novembre 2003, ou R. Kiely, *The Last Refuge of the Noble Savage ? A Critical Assessment of Post-Development Theory*, *The European journal of Development research*, vol. 11, n°1, June 1999

[4] « ...tout se passe comme si l'effet d'énonciation se substituait à l'action elle-même, considérée comme réalisée parce qu'énoncée », M.-D. Perrot, « Mondialiser le non-sens. Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale », (G. Rist, dir.) *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n°13, PUF, 2002.

[5] S. Latouche, 1989, *L'occidentalisation du monde*

[6] S. Treillet accuse les partisans de l'« après-développement » de prendre la défense de l'excision cf. *Le développement a-t-il un avenir ? ATTAC*, Mille et une nuits, 2004.

[7] Cf. collectif *Silence : Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Parangon, L'Aventurine, Silence, 2003, et J-M. Harribey, « Développement ne rime pas avec croissance » dans *Le Monde*

diplomatique, juillet 2004.

[8] La pauvreté du Sud est donc instrumentalisée pour justifier la croissance et condamner la décroissance. On feint d'ignorer que la croissance profite d'abord aux riches et que l'amélioration du bien-être découle d'autres facteurs (accès à la terre, sécurité, etc.) qui ne sont pas économiques.

[9] K. Polanyi, *La grande transformation*. Gallimard, 1944. Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire, *La Découverte*, 1989 ou A. Ziai, *Post-Development as a Project of Radical Democracy*, Transforma, 2003

www.transformaonline.net/transforma2003/papers/ziai.html

[10] D. Seers, *The Limitation of the Special Case*, *Bulletin of the Oxford Institute of Economics and Statistics*, vol. 25, n°2, mai 1963

[11] G. Rist, « Préalables à une théorie générale de l'échange, *Pratiques de la dissidence économique. Réseaux rebelles et créativité sociale* », (Y. Preiswerk et F. Sabelli, dir.), *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n°7, PUF, Paris, 1998.

[12] G. P. Brockway, *The End of Economic Man. Principles of Any Future Economics*, Harper Collins Publishers, 1991

[13] Pour une critique complète, R. Steppacher, « La petite différence et ses grandes conséquences. Brouillons pour l'avenir. Contributions au débat sur les alternatives » (C. Comeliau, dir.) *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n°14, PUF, Paris, 2003.

[14] Cf. *Another World is Possible. Popular Alternatives to Globalization at the World Social Forum* (William F. Fisher and Thomas Poniah, eds), Zed Books, 2003.